

# Boycott des négociations ! Grève générale pour vaincre le gouvernement !

Comme si de rien n'était, le 31 décembre, Macron a réaffirmé que « *la réforme des retraites sera menée à son terme, parce qu'il s'agit d'un projet de justice et de progrès social* ». Il ment comme un arracheur de dents : son projet de retraite à points conduira à un recul général des pensions et à l'allongement du temps de travail. Il a ajouté : « *Avec les organisations syndicales qui le veulent, j'attends du gouvernement d'Édouard Philippe qu'il trouve la voie d'un compromis rapide* ». Quel compromis ? Depuis le 7 janvier, le gouvernement reçoit les dirigeants syndicaux CGT, CFDT, FO, UNSA pour utiliser le hochet de nouvelles discussions sur l'âge pivot comme paravent pour maintenir l'attaque contre tous les travailleurs, sauf pour les corps de répression, policiers et militaires. À la RATP et de la SNCF, les travailleurs ont poursuivi seuls la grève. Mais qui est responsable de l'isolement des travailleurs de la RATP et de la SNCF, de leur séparation de ceux de la santé publique et des autres ? Toujours pas d'appel à la grève générale, mais la poursuite des actions symboliques ou « coups de poing » (défilé dans la gare de Lyon lundi 23 décembre) et des journées d'action ! Sans jonction avec les autres travailleurs, l'essoufflement se fait sentir et la police en profite pour harceler les piquets de grève. Voilà où mène la politique des directions syndicales.

Macron est sûr de lui car il sait parfaitement que la grève isolée à la SNCF et la RATP ne peut l'emporter. Macron est sûr de lui car il sait que la succession des journées d'action décrétées par l'intersyndicale, sans parler des manifestations les samedis (28 décembre, 4 janvier, 11 janvier...) n'a jamais permis à la classe ouvrière de gagner quoi que ce soit, pas plus hier qu'aujourd'hui et qu'elle sert de couverture à la négociation des attaques.

Le 19 décembre, le gouvernement lançait des négociations par secteur pour tenter de diviser les travailleurs et de casser la grève. Avec la CFDT et l'UNSA, les chefs de FO, de la CGT, de SUD, de la FSU ont commencé à négocier l'application du projet Macron à la RATP, à la SNCF, à l'Éducation nationale, où s'ajoutera la casse des statuts alors qu'elles disent vouloir son retrait.

Pour « *trouver un compromis rapide* », de nouvelles négociations nationales, après un an et demi de concertation, sont ajoutées à partir du 7 janvier. Macron est sûr de lui car tous les chefs confédéraux s'y sont rendus. Les bureaucraties syndicales reçoivent l'appui des partis « de gauche ». Après un meeting le 11 décembre de LO au Parti radical pour « *une autre réforme est possible* », Martinez (CGT), Mélenchon (LFI), Faure (PS), Roussel (PCF), Besancenot (NPA) et Bayou (EELV), le 5 janvier, supplie Macron « *d'ouvrir sans délai de vraies négociations avec les organisations syndicales* ».

Les grévistes, eux, n'ont pas d'illusion sur une « bonne réforme » qui pourrait venir... de Macron. Ce que veulent les travailleurs, c'est le retrait pur et simple du projet, pas son aménagement.

Dirigeants des syndicats, rompez avec le gouvernement, cessez de négocier son projet ! Grève générale jusqu'au retrait du plan Macron-Philippe-Buzyn-Delevoye ! Caisse nationale de grève alimentée d'abord par les con-

fédérations syndicales !

Augmentation des cotisations patronales ! Suppression des cotisations des salariés ! Abrogation de toutes les mesures antérieures contre les retraites !

Le temps presse. Seul l'appel à la grève générale jusqu'au retrait, peut rassembler en un bloc toute la classe ouvrière contre le gouvernement, convaincre les hésitants, organiser l'autodéfense des grèves et des manifestations, bloquer tout le pays, rallier la jeunesse en formation, faire ravalier à Macron toute sa morgue, ouvrir la voie d'un gouvernement des travailleurs et des États-Unis socialistes d'Europe.

Voilà ce qu'il faut imposer dans les syndicats, dans les assemblées générales démocratiques et souveraines, voilà le mandat des comités de grève qu'il faut élire, le mandat des délégués qu'il faut désigner pour organiser, coordonner et centraliser la grève générale.



8 janvier 2020